



Établissement public du ministère chargé du développement durable

Consultation du public sur l'avenir de l'eau et des milieux aquatiques

Questions importantes et programme de travail pour la gestion de l'eau de 2022-2027

Résultats du Bassin Loire-Bretagne – Analyse des questionnaires

Synthèse du rapport final

Contexte de la consultation du public

Établissement public du ministère
chargé du développement durable

Des objectifs européens pour mieux gérer l'eau et les inondations, :

	OBJECTIFS
La directive cadre sur l'eau de 2000	Reconquérir et préserver le bon état de nos eaux et de nos milieux aquatiques (rivières, plans d'eau, nappes souterraines, zones humides, littoral...)
La directive inondation de 2007	<ul style="list-style-type: none">- augmenter la sécurité des personnes- réduire les dommages- organiser le retour à la normale en cas de sinistre

Deux outils sur le bassin Loire-Bretagne pour atteindre ces objectifs :

Le Sdage, schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux élaboré par le comité de bassin

Le PGRI, plan de gestion des risques d'inondation élaboré par l'État.

Le public est consulté 2 fois pour l'élaboration de ces plans de gestion :

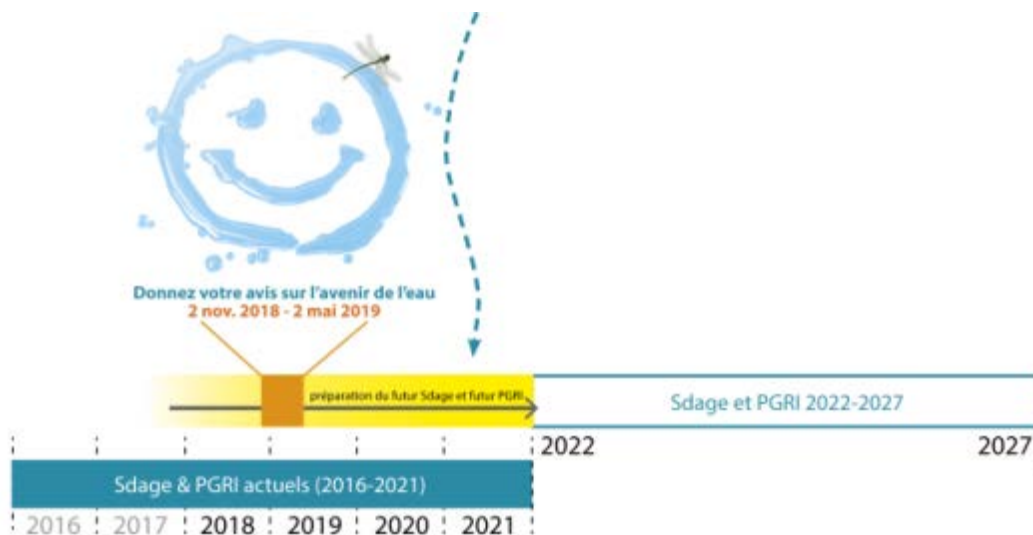
- 1- pour la définition des grands enjeux de la gestion de l'eau et des inondations
- 2- sur les projets de plans de gestion avant leur application

Objectifs de la consultation du public

Établissement public du ministère
chargé du développement durable

Du 2 novembre 2018 au 2 mai 2019, le public a été consulté :

- sur les questions importantes : les grands enjeux de l'eau sur le bassin Loire-Bretagne pour les années 2022 à 2027 ;
- sur le programme de travail pour la mise à jour du Sdage et du PGRI pour les années 2022 à 2027.



Déroulement de la consultation (1/3)

- **La cible** : la population du bassin Loire-Bretagne
- La consultation s'est déroulée du **2 novembre 2018 au 2 mai 2019**
- La population du bassin intéressée pouvait donner son avis :
 - via un **questionnaire en ligne** disponible depuis le site de l'agence de l'eau mais également depuis des sites partenaires
 - via des **questionnaires papiers** disponibles à l'agence de l'eau et auprès de différents partenaires
- **6 497 personnes ont répondu individuellement à la consultation :**



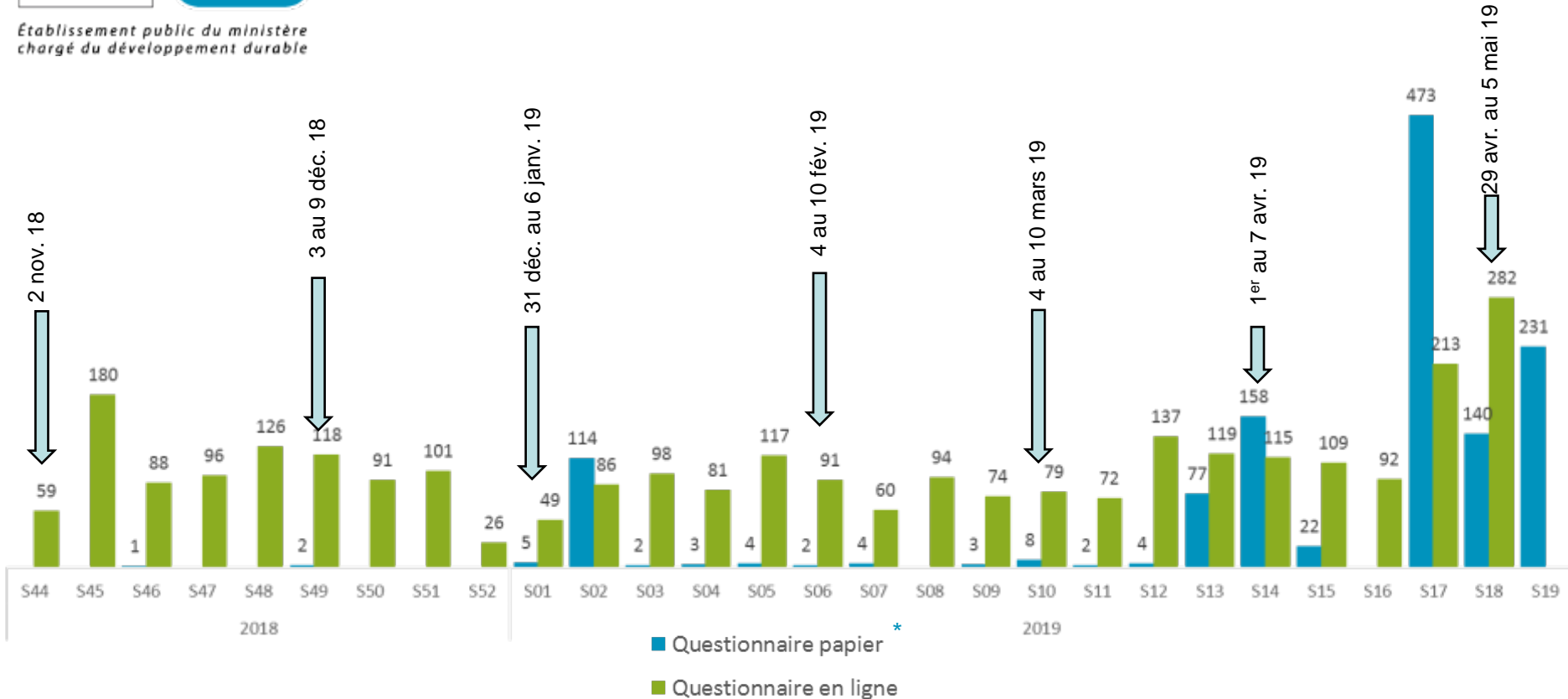
2 861 répondants pour le questionnaire en ligne

1 797 répondants pour les questionnaires papier (dont 537 arrivés hors délais - non analysés dans ce rapport)



1 839 signataires d'une cyber-action

Dérroulement de la consultation (2/3)



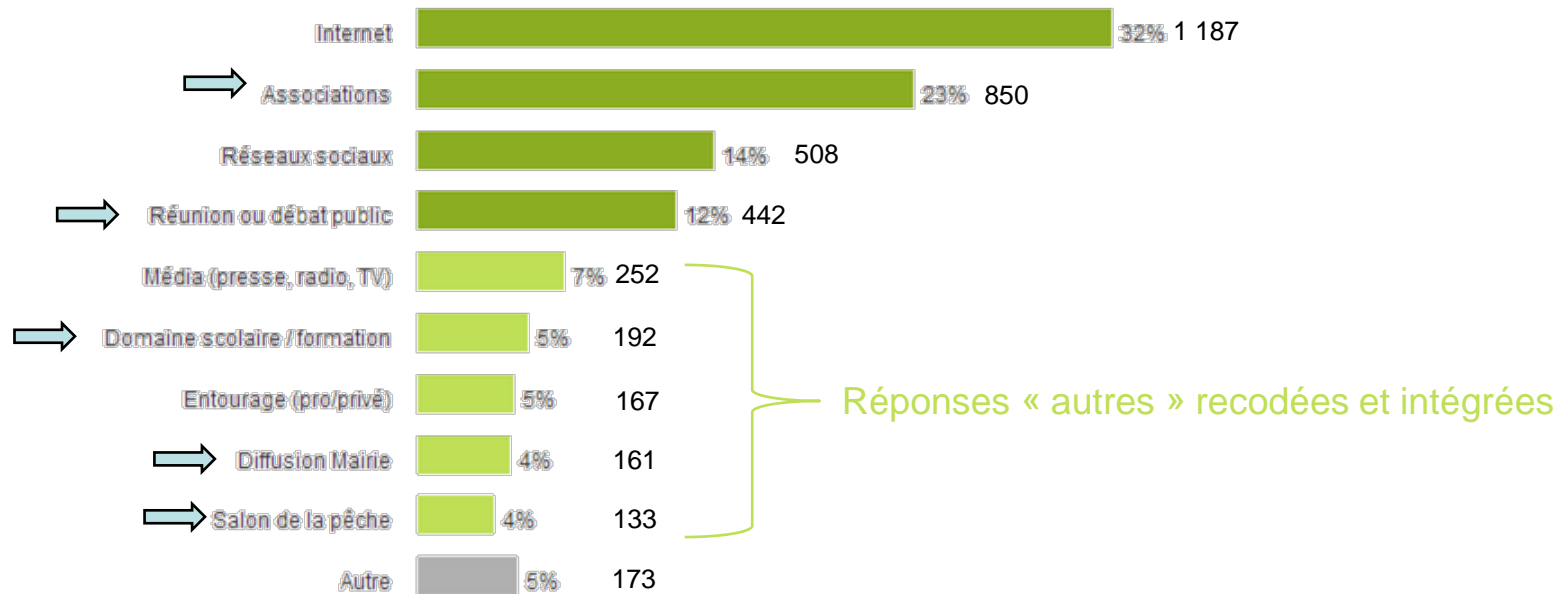
Nombre de réponses au questionnaire par semaine



* Date réception à l'agence de l'eau Loire-Bretagne pour les questionnaires papier

Dérroulement de la consultation (3/3)

Façon dont les répondants ont été informés de cette consultation



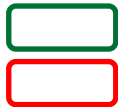
⇒ **Importance des relais sur le territoire** : 48 % affirment avoir été informés lors de réunions ou débats publics (12 %) et par des relais sur le territoire (associations, mairies... 36 %)



Clés de lecture des résultats

Établissement public du ministère
chargé du développement durable

Légende des différences significatives



Différence significative **supérieure/inférieure** vs le **complément*** d'un point de vue statistique à **95%**

Le complément est la différence entre les résultats totaux et la colonne concernée*
Ex : xxxxxxx.

Sous-cibles étudiées et présentées dans le rapport

- **Femmes** versus **Hommes**
- **Moins de 25 ans** versus **Entre 25-34 ans** versus **Entre 35-49 ans** versus **50 ans et plus**
- **Agriculteurs** versus **CSP+** (Artisan – Commerçant – Chef d'entreprise + de 10 salariés ; Cadre et profession intellectuelle supérieure ; Profession intermédiaire) VERSUS **CSP-** (Employé, Ouvrier) VERSUS **Retraités** versus **Autres Inactifs** (Lycéen, Etudiant, Inactif)
- **Bassin « Vilaine et côtiers bretons »** versus **Bassin « Mayenne-Sarthe-Loir »** versus **Bassin « Loire aval et côtiers vendéens »** versus **Bassin « Vienne et Creuse »** versus **Bassin « Loire moyenne »** versus **Bassin « Allier-Loire amont »**



Résultats de la cyber action



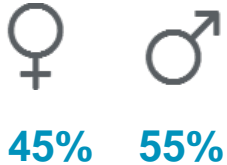
Résultats de la consultation web & papier

Profil des répondants à la consultation (1/4)

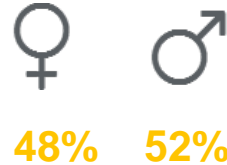
Établissement public du ministère chargé du développement durable

SEXE 3 973 répondants

Répondants à la consultation

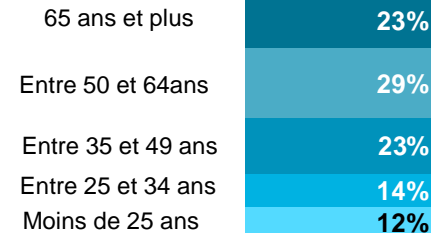


Données INSEE Bassin Loire Bretagne



AGE 4 030 répondants

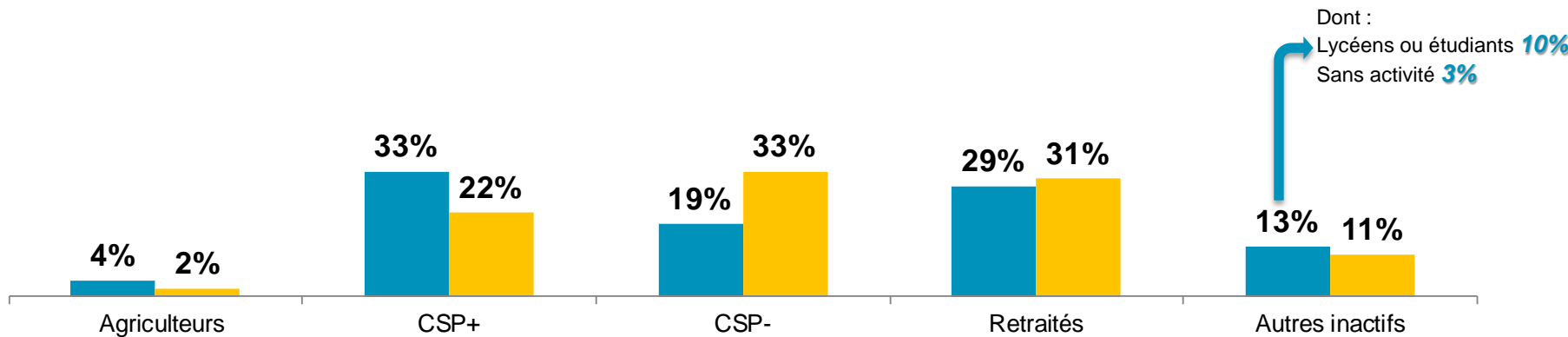
Répondants à la consultation



Informations INSEE non disponibles sur ces tranches d'âges exactes mais distribution proche de la réalité du bassin

CATEGORIES SOCIO PROFESSIONNELLES 4 036 répondants

■ Répondants à la consultation ■ Données INSEE Bassin Loire Bretagne



Profil des répondants à la consultation (2/4)

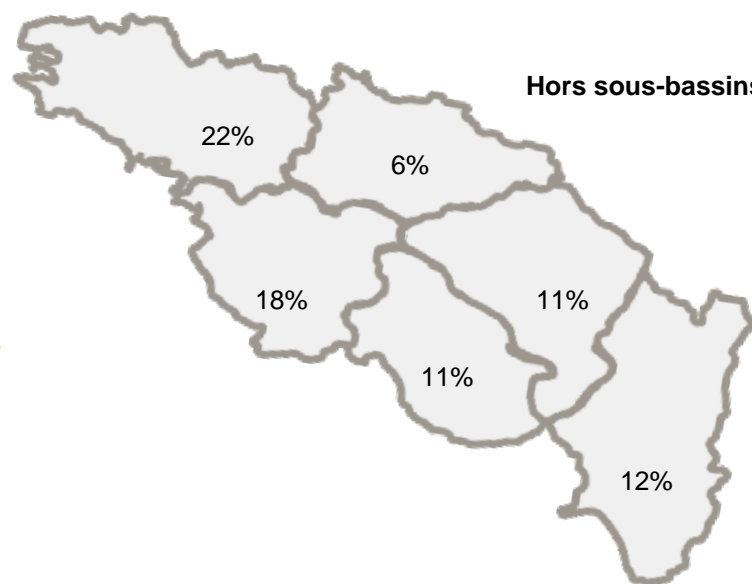
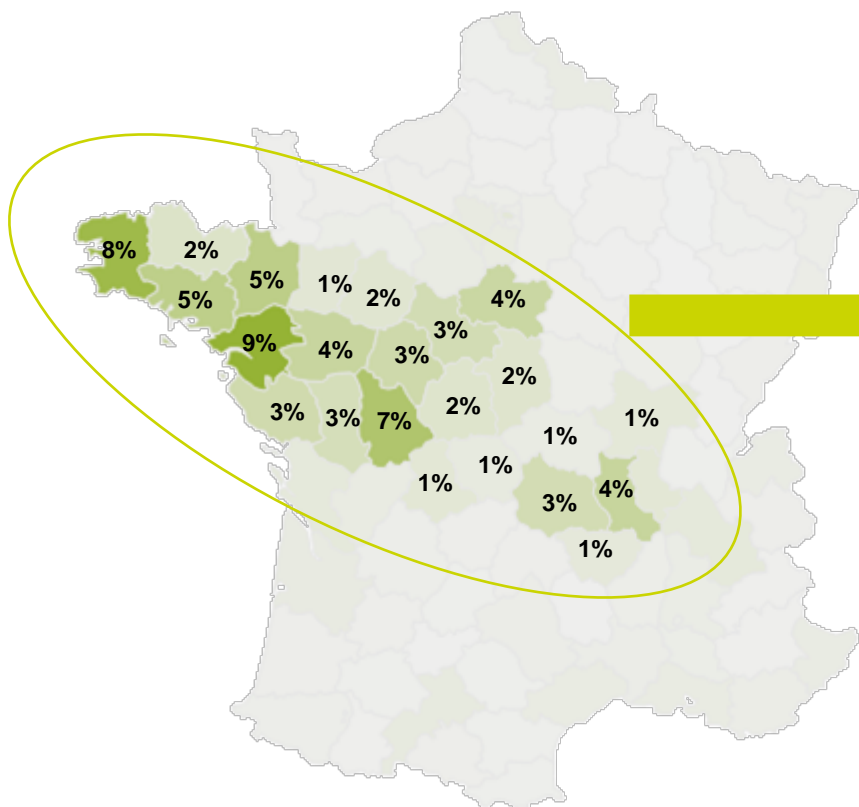
Établissement public du ministère chargé du développement durable



DÉPARTEMENTS 5 833 répondants



SOUS BASSINS 5 833 répondants



TAILLE DE LA COMMUNE 3 942 répondants

Plus de 100 000	11%
De 20 à 100 000	12%
De 2 000 à 20 000	44%
Moins de 2 000	33%

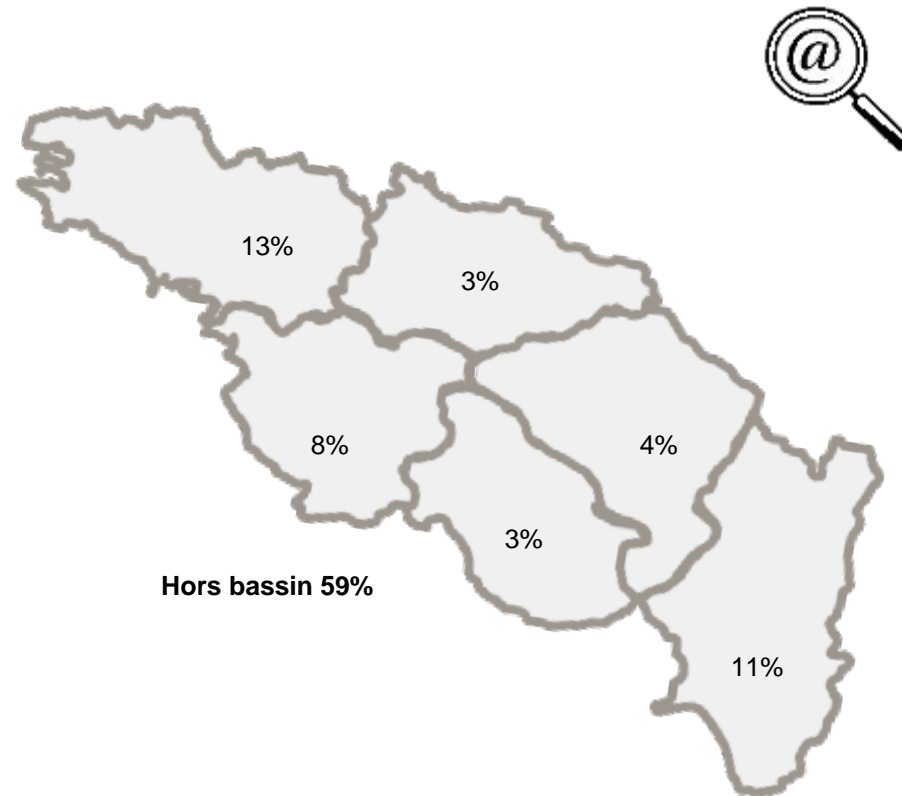
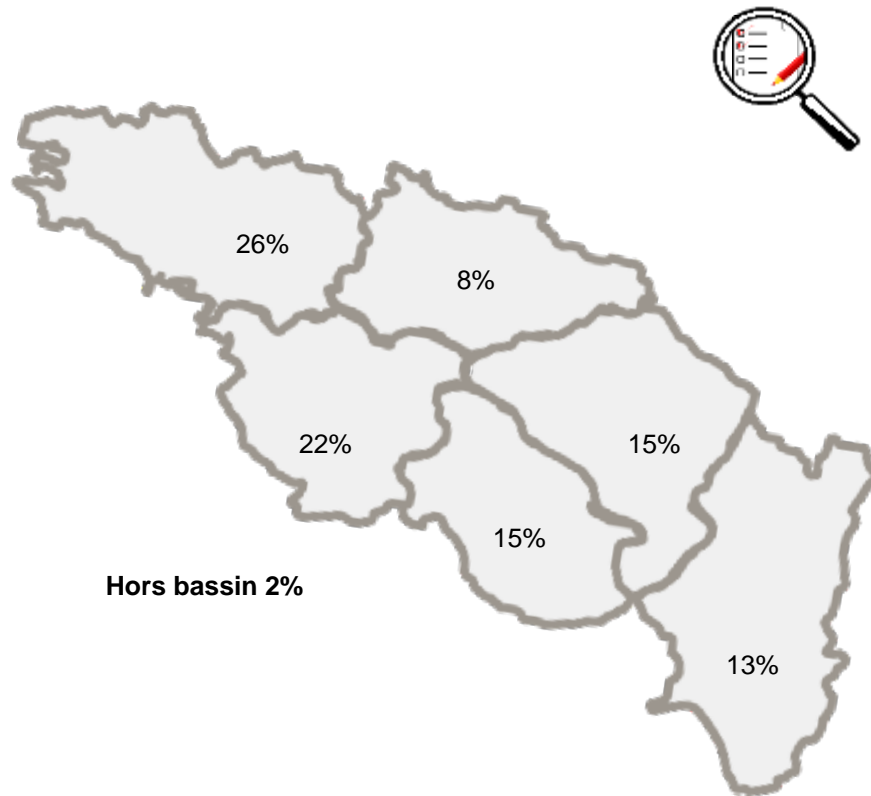


Profil des répondants à la consultation (3/4)

Établissement public du ministère
chargé du développement durable

 **SOUS BASSINS – Consultation papier & web**
4 020 répondants

 **SOUS BASSINS – Cyber consultation**
1 813 répondants





Établissement public du ministère chargé du développement durable

Profil des répondants à la consultation (4/4)

Plus de la moitié des répondants à la consultation ont 50 ans et plus.

Les personnes sans activité professionnelle représentent 42% des répondants (29% retraités).

Les CSP + représentent 1/3 des répondants et sont surreprésentés par rapport à la population du bassin.

Concernant le lieu d'habitation des répondants, 80% sont issus du bassin Loire-Bretagne (98% hors cyber-action). Au sein même du bassin, les sous-bassins ayant recueilli le plus de réponses sont ceux de Vilaine et côtiers bretons et Loire aval et côtiers vendéens avec respectivement 22 et 18%. Cette répartition change sensiblement selon le type de consultation. En effet, pour ce qui est de la cyber-action, 59% des répondants sont hors-bassin.



Établissement public du ministère chargé du développement durable

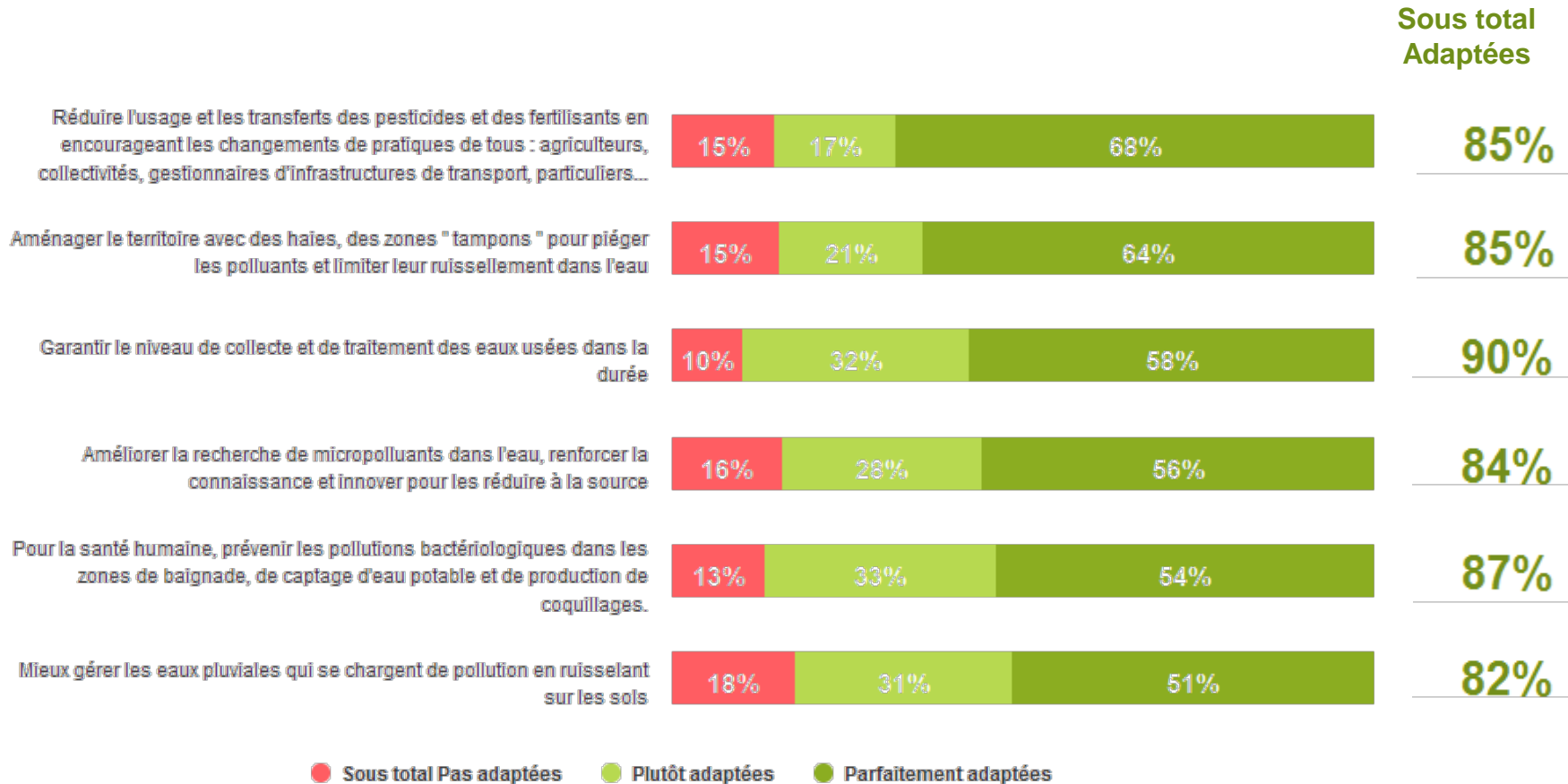
Consultation du public sur l'avenir de l'eau et des milieux aquatiques
Questions importantes et programme de travail pour le Sdage et le PGRI 2022-2027 (Bassin Loire-Bretagne)

RÉSULTATS DÉTAILLÉS

THEMATIQUE « QUALITÉ »

Pour garantir des eaux de **QUALITE** pour la bonne santé des hommes et des milieux aquatiques

Parmi le grand public, plus d'un répondant à la consultation sur deux considère que les mesures relatives à la qualité de l'eau sont parfaitement adaptées. C'est encore plus vrai pour ce qui est de la réduction des pesticides/fertilisants et de l'aménagement du territoire.



Pour garantir des eaux de **QUALITE** pour la bonne santé des hommes et des milieux aquatiques - Résultats par sous cibles (1/2)

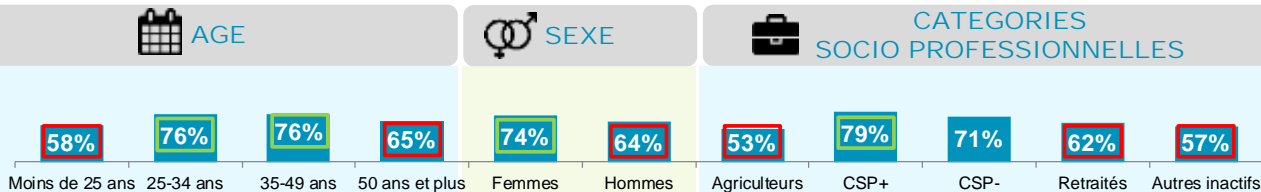
Les femmes et les CSP + sont plus enthousiastes à l'égard des mesures relatives à la qualité de l'eau à l'opposé des agriculteurs.

Données classées sur le pourcentage
« Parfaitement adaptées »

% Parfaitement
adaptées

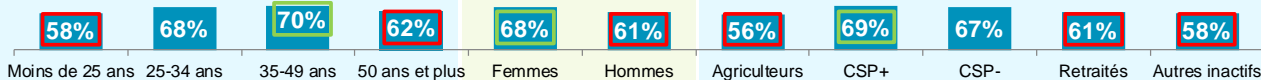
Réduire l'usage et les transferts des
pesticides et des fertilisants en
encourageant les changements de
pratiques de tous [...]

68%



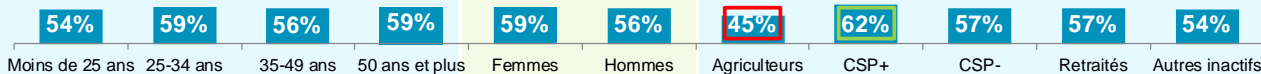
Aménager le territoire avec des haies, des
zones " tampons " pour piéger les
polluants et limiter leur ruissellement dans
l'eau

64%



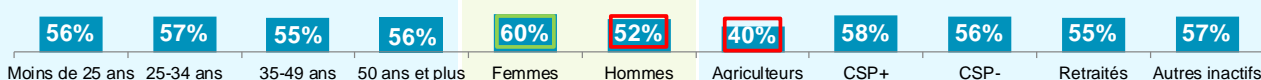
Garantir le niveau de collecte et de
traitement des eaux usées dans la durée

58%



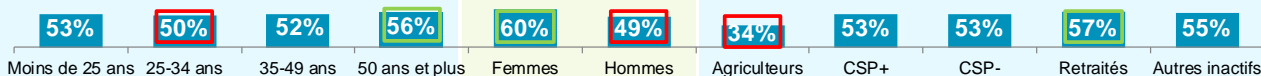
Améliorer la recherche de micropolluants
dans l'eau, renforcer la connaissance et
innover pour les réduire à la source

56%



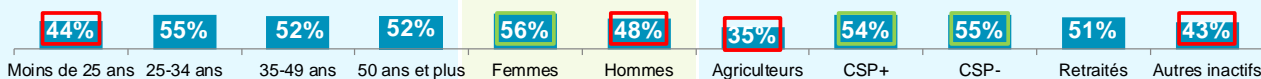
Pour la santé humaine, prévenir les
pollutions bactériologiques dans les zones
de baignade, de captage d'eau potable et
de production de coquillages.

54%



Mieux gérer les eaux pluviales qui se
chargent de pollution en ruisselant sur les
sols

51%



Pour garantir des eaux de **QUALITE** pour la bonne santé des hommes et des milieux aquatiques - Résultats par sous cibles (2/2)

Les répondants du sous bassin Vilaine et côtiers bretons sont plus enthousiastes pour améliorer la recherche de micropolluants dans l'eau ainsi que pour prévenir les pollutions bactériologiques.

Données classées sur le pourcentage
« Parfaitement adaptées »

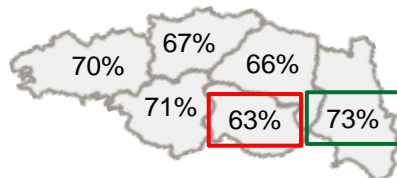
%
Parfaitement
adaptées



SOUS BASSINS

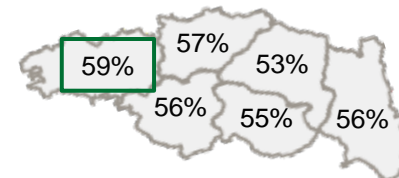
Réduire l'usage et les transferts des pesticides et des fertilisants en encourageant les changements de pratiques de tous [...]

68%



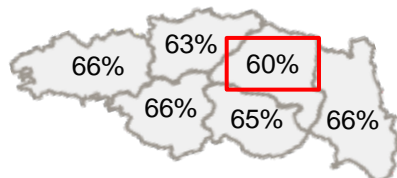
Améliorer la recherche de micropolluants dans l'eau, renforcer la connaissance et innover pour les réduire à la source

56%



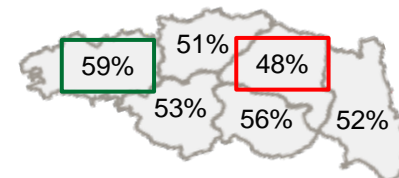
Aménager le territoire avec des haies, des zones " tampons " pour piéger les polluants et limiter leur ruissellement dans l'eau

64%



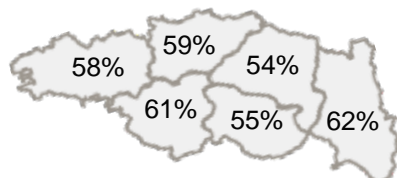
Pour la santé humaine, prévenir les pollutions bactériologiques dans les zones de baignade, de captage d'eau potable et de production de coquillages.

54%



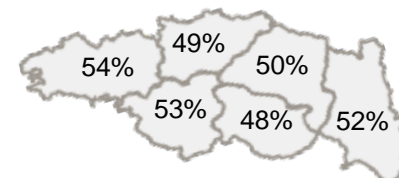
Garantir le niveau de collecte et de traitement des eaux usées dans la durée

58%



Mieux gérer les eaux pluviales qui se chargent de pollution en ruisselant sur les sols

51%





Établissement public du ministère chargé du développement durable

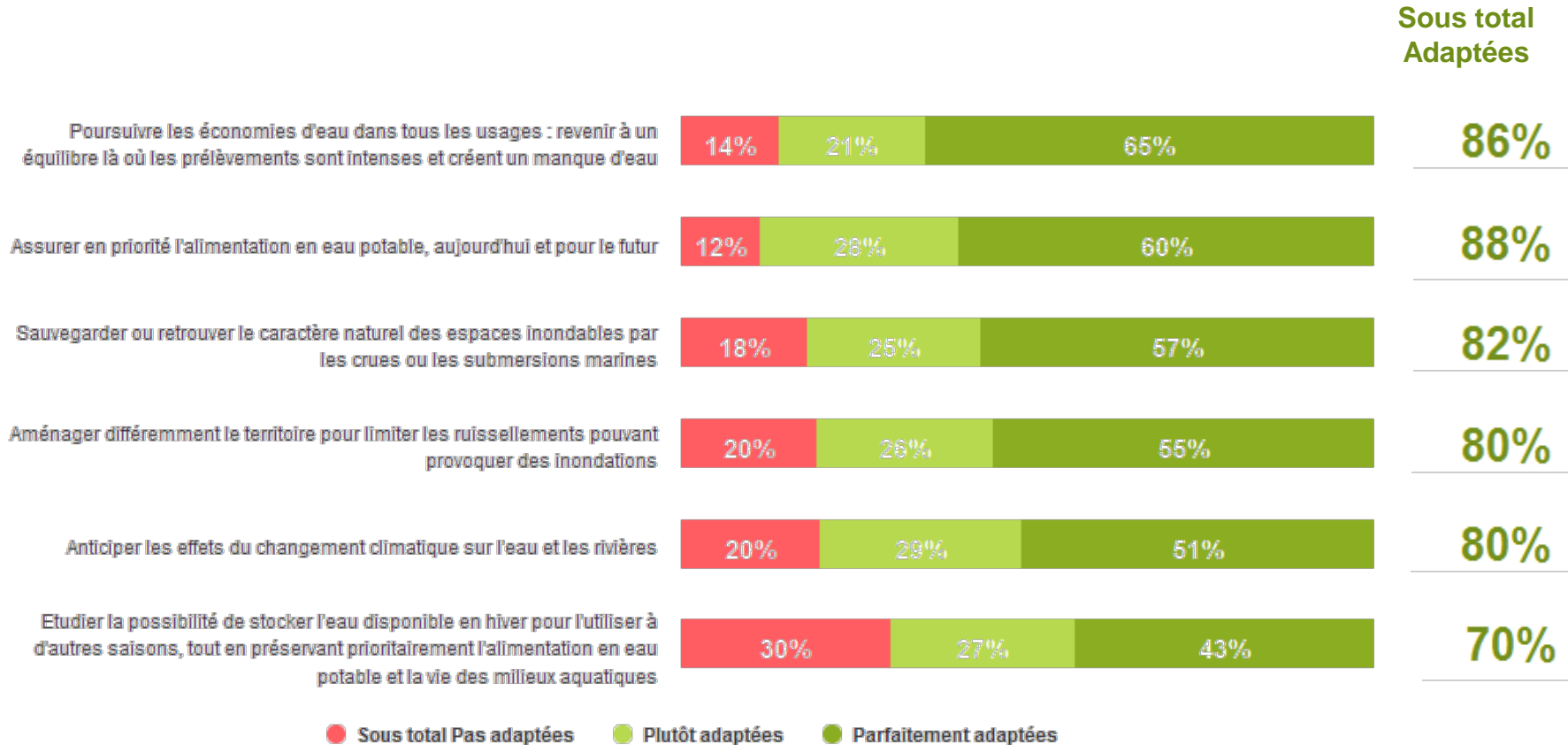
Consultation du public sur l'avenir de l'eau et des milieux aquatiques
Questions importantes et programme de travail pour le Sdage et le PGRI 2022-2027 (Bassin Loire-Bretagne)

RÉSULTATS DÉTAILLÉS

THEMATIQUE « QUANTITÉ »

Pour PARTAGER l'eau disponible et adapter nos activités aux inondations et aux sécheresses

De vraies disparités entre les mesures relatives à la quantité apparaissent. Près de 1/3 des répondants à la consultation considèrent que le stockage hivernal n'est pas adapté pour répondre à l'enjeu du partage de la ressource.



Pour PARTAGER l'eau disponible et adapter nos activités aux inondations et aux sécheresses - Résultats par sous cibles (1/2)

Comme sur la « qualité », l'enthousiasme des hommes est encore une fois inférieur. Les 35-49 ans et les CSP+ sont à l'inverse plus enthousiastes sur les mesures relatives à la « quantité ».

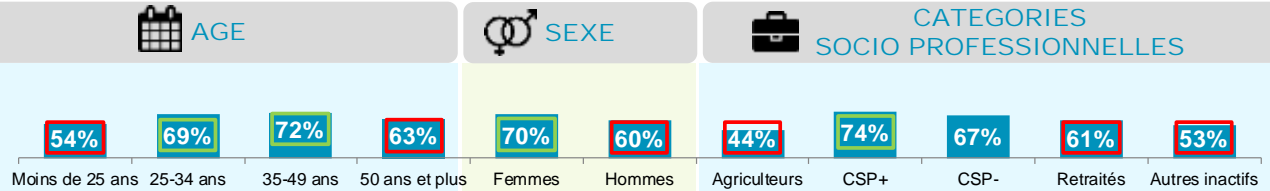
Établissement public du ministère chargé du développement durable

Données classées sur le pourcentage « Parfaitement adaptées »

% Parfaitement adaptées

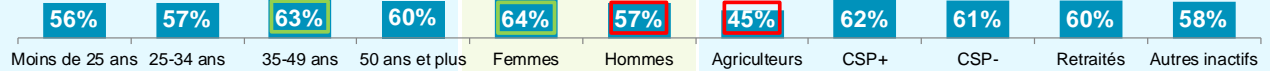
Poursuivre les économies d'eau dans tous les usages : revenir à un équilibre là où les prélèvements sont intenses et créent un manque d'eau

65%



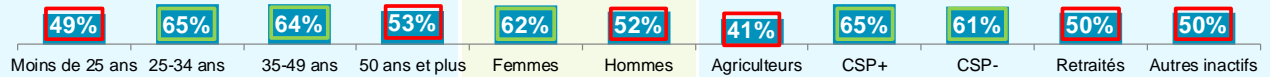
Assurer en priorité l'alimentation en eau potable, aujourd'hui et pour le futur

60%



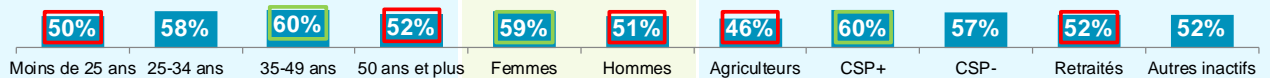
Sauvegarder ou retrouver le caractère naturel des espaces inondables par les crues ou les submersions marines

57%



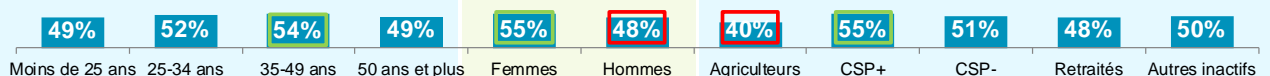
Aménager différemment le territoire pour limiter les ruissellements pouvant provoquer des inondations

55%



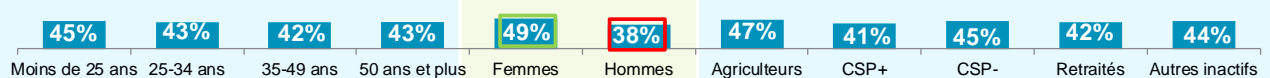
Anticiper les effets du changement climatique sur l'eau et les rivières

51%



Etudier la possibilité de stocker de l'eau disponible en hiver pour l'utiliser à d'autres saisons, tout en préservant prioritairement l'alimentation en eau potable et la vie des milieux aquatiques

43%



Pour PARTAGER l'eau disponible et adapter nos activités aux inondations et aux sécheresses - Résultats par sous cibles (2/2)

Les répondants du sous bassin Vienne et Creuse sont moins enthousiastes concernant la poursuite des économies d'eau, la possibilité de stocker l'eau en hiver et le fait de sauvegarder ou retrouver le caractère naturel des espaces inondables.

Données classées sur le pourcentage
« Parfaitement adaptées »

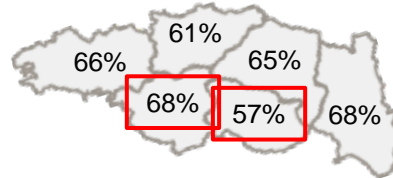
%
Parfaitement
adaptées



SOUS BASSINS

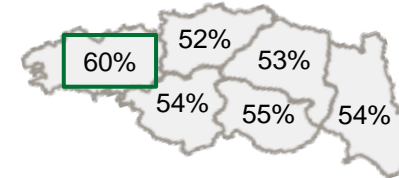
Poursuivre les économies d'eau dans tous les usages : revenir à un équilibre là où les prélèvements sont intenses et créent un manque d'eau

65%



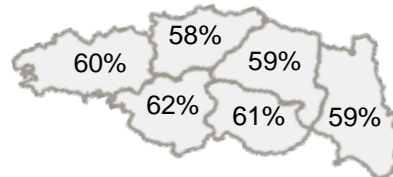
Aménager différemment le territoire pour limiter les ruissellements pouvant provoquer des inondations

55%



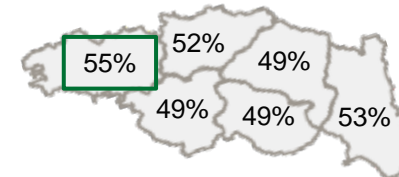
Assurer en priorité l'alimentation en eau potable, aujourd'hui et pour le futur

60%



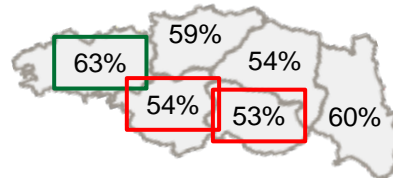
Anticiper les effets du changement climatique sur l'eau et les rivières

51%



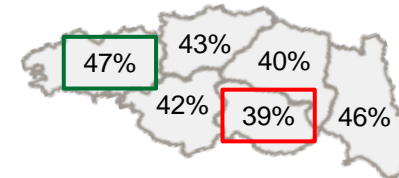
Sauvegarder ou retrouver le caractère naturel des espaces inondables par les crues ou les submersions marines

57%



Etudier la possibilité de stocker de l'eau disponible en hiver pour l'utiliser à d'autres saisons, tout en préservant prioritairement l'alimentation en eau potable et la vie des milieux aquatiques

43%





Établissement public du ministère chargé du développement durable

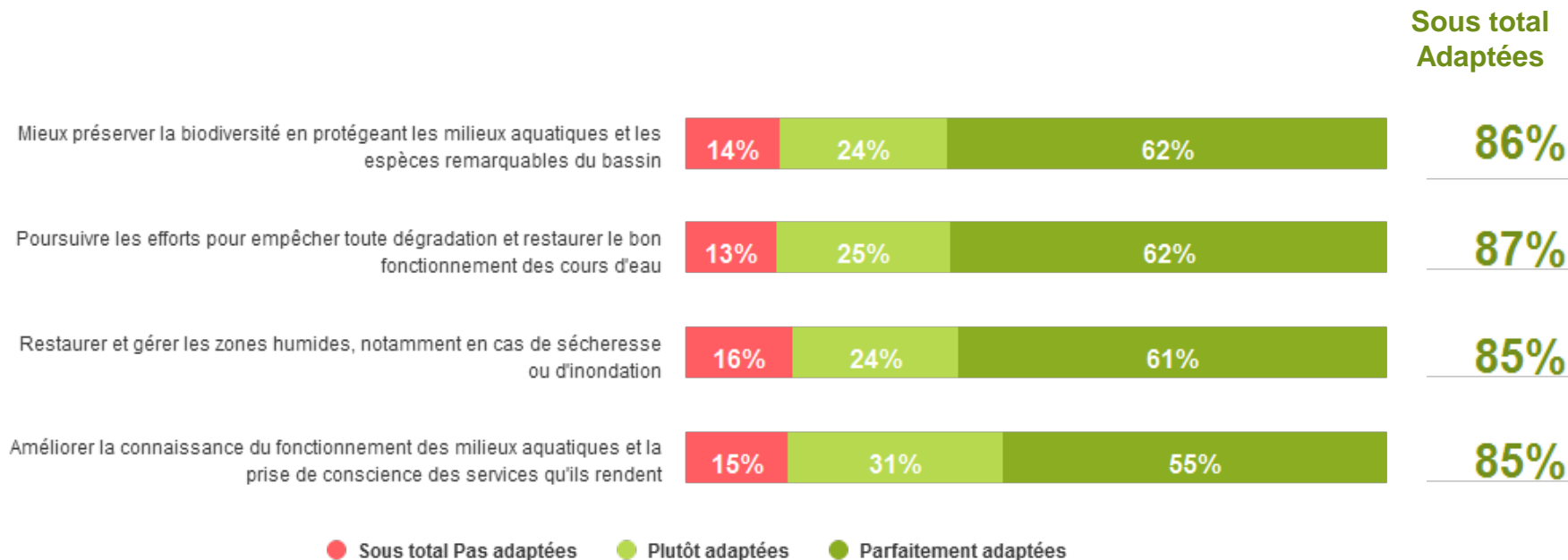
Consultation du public sur l'avenir de l'eau et des milieux aquatiques
Questions importantes et programme de travail pour le Sdage et le PGRI 2022-2027 (Bassin Loire-Bretagne)

RÉSULTATS DÉTAILLÉS

THEMATIQUE « MILIEUX AQUATIQUES »

Pour préserver et restaurer des MILIEUX AQUATIQUES vivants des sources à la mer

L'amélioration de la connaissance du fonctionnement des milieux aquatiques semble légèrement moins adaptée que les autres mesures relatives à la protection des milieux aquatiques.



Pour préserver et restaurer des MILIEUX AQUATIQUES vivants des sources à la mer - Résultats par sous cibles (1/2)

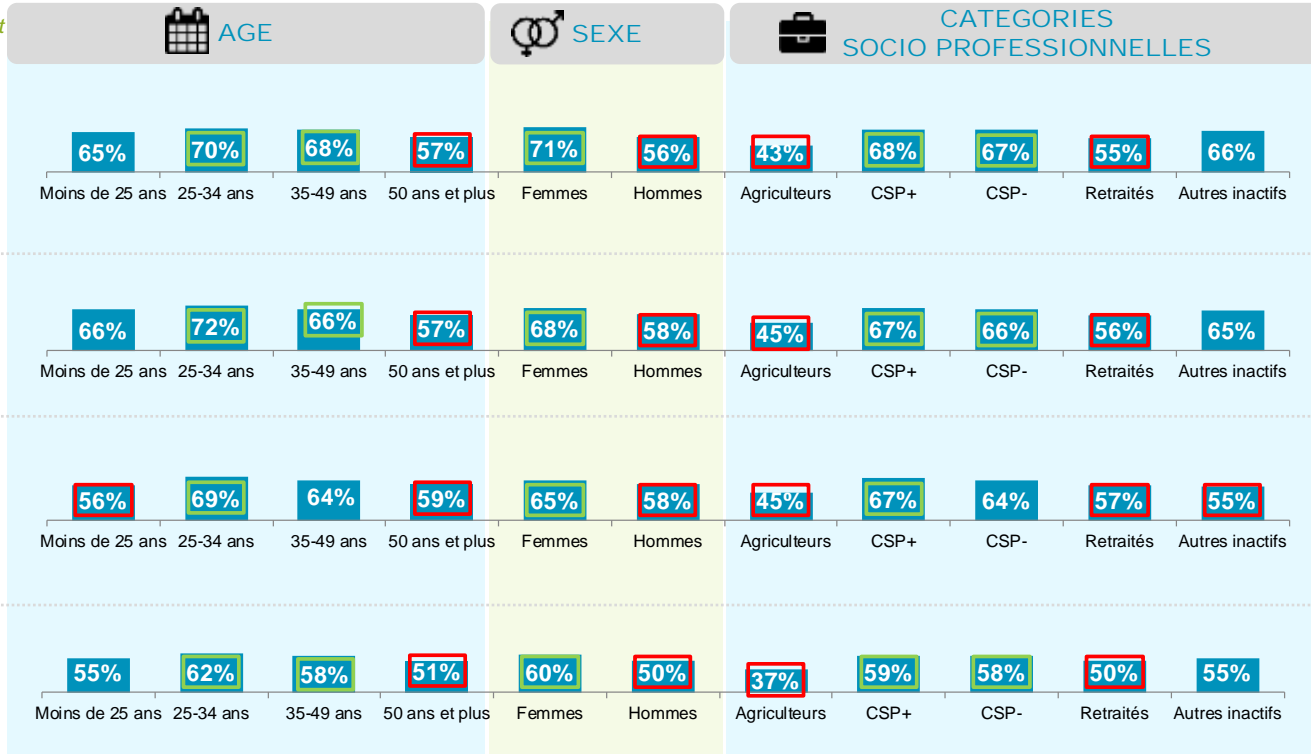
Parmi le grand public, ce sont les hommes, les 50 ans et plus ainsi que les agriculteurs qui considèrent plus que les autres que les mesures présentées ne sont pas « parfaitement adaptées » pour répondre aux enjeux de préservation et restauration des milieux aquatiques. A l'opposé, les 25-49 ans et les actifs (hors agri) sont plus positifs.

Données classées sur le pourcentage « Parfaitement adaptées »

% Parfaitement adaptées

Mieux préserver la biodiversité en protégeant les milieux aquatiques et les espèces remarquables du bassin

62%



Pour préserver et restaurer des MILIEUX AQUATIQUES vivants des sources à la mer - Résultats par sous cibles (2/2)

Concernant les enjeux de préservation et restauration des milieux aquatiques, les répondants du sous bassin Vilaine et côtiers bretons sont plus enthousiastes que les autres.

Données classées sur le pourcentage
« Parfaitement adaptées »

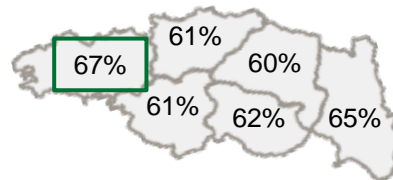
%
Parfaitement
adaptées



SOUS BASSINS

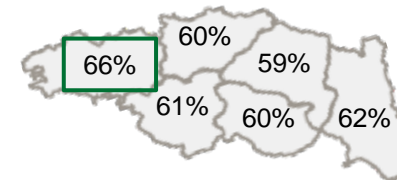
Mieux préserver la biodiversité en protégeant les milieux aquatiques et les espèces remarquables du bassin

62%



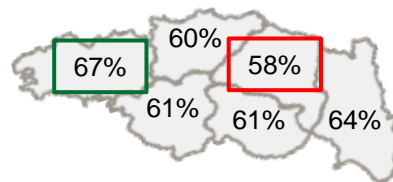
Restaurer et gérer les zones humides, notamment en cas de sécheresse ou d'inondation

61%



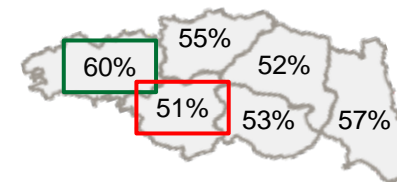
Poursuivre les efforts pour empêcher toute dégradation et restaurer le bon fonctionnement des cours d'eau

62%



Améliorer la connaissance du fonctionnement des milieux aquatiques et la prise de conscience des services qu'ils rendent

55%





Établissement public du ministère chargé du développement durable

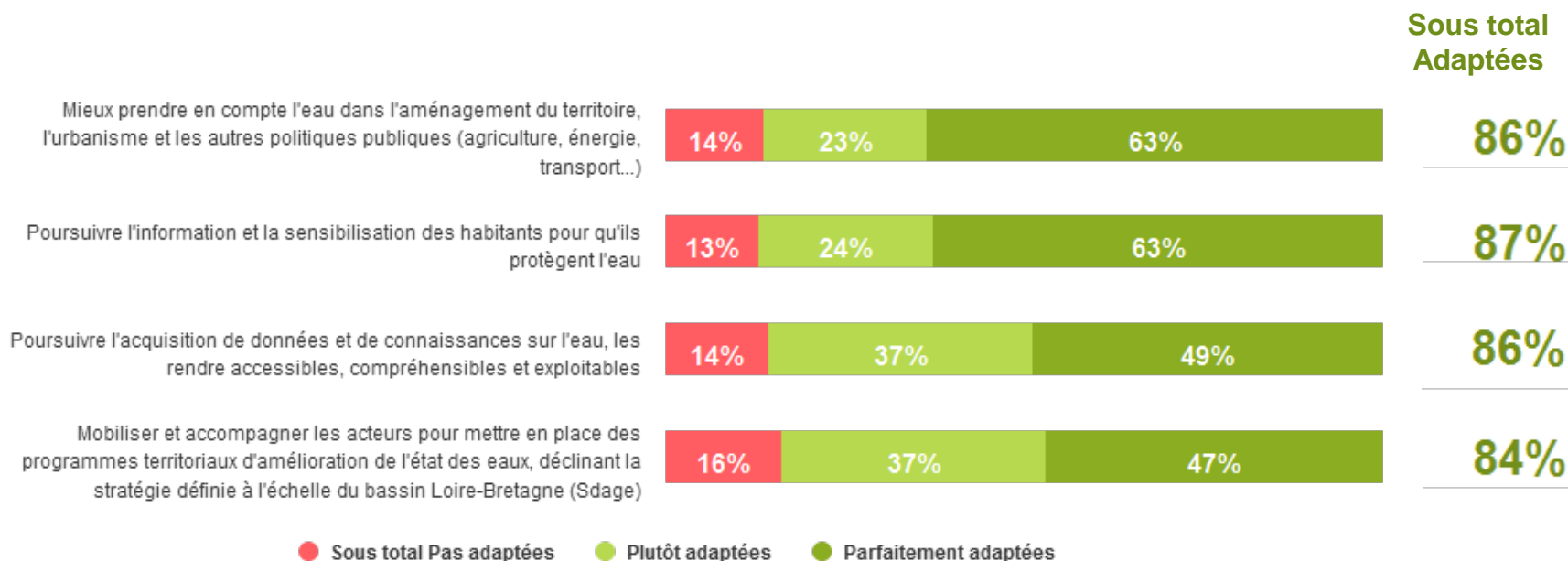
Consultation du public sur l'avenir de l'eau et des milieux aquatiques
Questions importantes et programme de travail pour le Sdage et le PGRI 2022-2027 (Bassin Loire-Bretagne)

RÉSULTATS DÉTAILLÉS

THEMATIQUE « GOUVERNANCE »

Pour s'organiser ensemble pour **GÉRER** l'eau sur les territoires et mobiliser les moyens de façon équitable et efficiente

Les deux mesures les plus adaptées à la gouvernance de l'eau sont de mieux prendre en compte l'eau dans l'aménagement du territoire, l'urbanisme et les autres politiques publiques ainsi que la sensibilisation et la communication auprès du grand public.

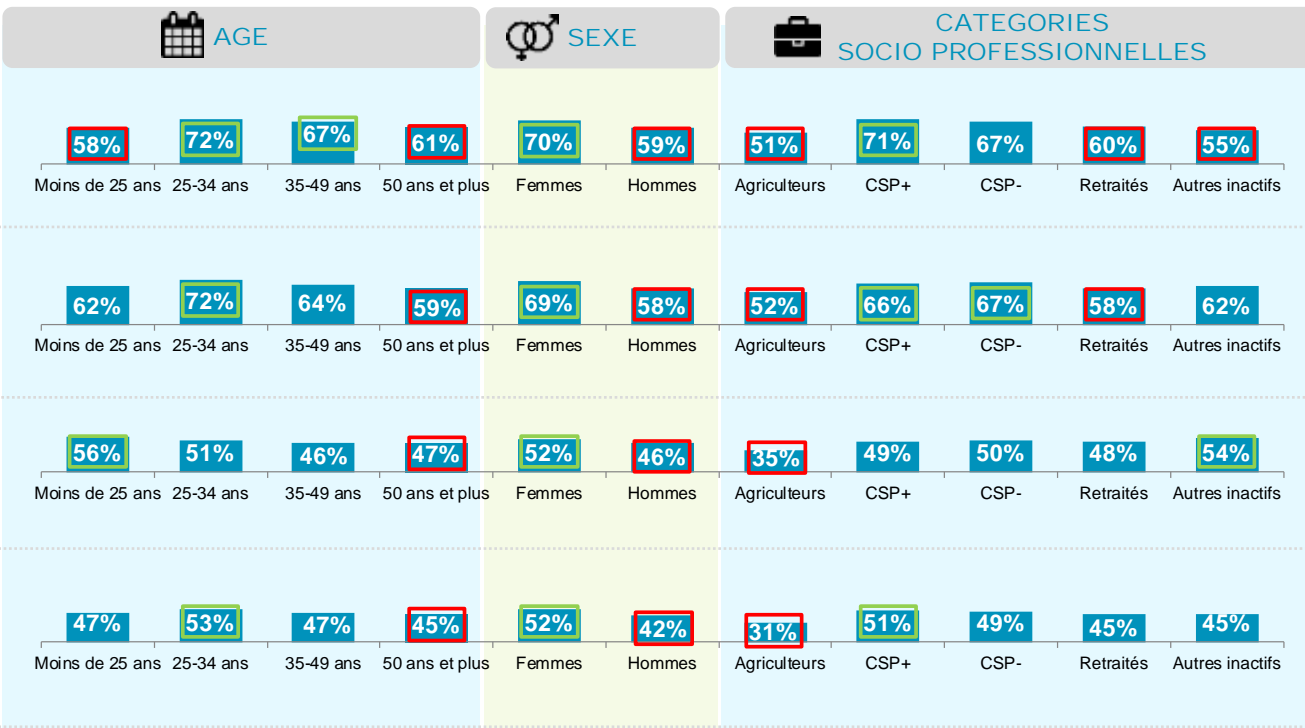


Pour s'organiser ensemble pour **GÉRER** l'eau sur les territoires et mobiliser les moyens de façon équitable et efficiente - Résultats par sous cibles (1/2)

Les femmes et les 25-34 ans sont plus enthousiastes à l'égard des mesures relatives à la gouvernance de l'eau à l'opposé des 50 ans et plus et des agriculteurs.

Données classées sur le pourcentage « Parfaitement adaptées »

% Parfaitement adaptées



Mieux prendre en compte dans l'aménagement du territoire, l'urbanisme et les autres politiques publiques (agriculture, énergie, transport...)

63%

Poursuivre l'information et la sensibilisation des habitants pour qu'ils protègent l'eau

63%

Poursuivre l'acquisition de données et de connaissances sur l'eau, les rendre accessibles, compréhensibles et exploitables

49%

Mobiliser et accompagner les acteurs pour mettre en place des programmes territoriaux d'amélioration de l'état des eaux, déclinant la stratégie définie à l'échelle du bassin Loire-Bretagne (SDAGE)

47%

Pour s'organiser ensemble pour **GÉRER** l'eau sur les territoires et mobiliser les moyens de façon équitable et efficiente - Résultats par sous cibles (2/2)

Les répondants du bassin Vienne et Creuse sont moins enthousiastes à une meilleure prise en compte du territoire dans l'aménagement ainsi qu'à la mobilisation et l'accompagnement des acteurs pour mettre en place des programmes territoriaux d'amélioration.

Données classées sur le pourcentage
« Parfaitement adaptées »

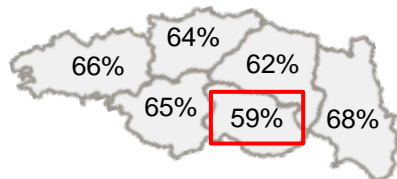
%
Parfaitement
adaptées



SOUS BASSINS

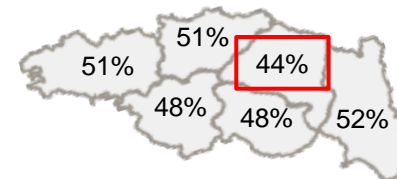
Mieux prendre en compte dans
l'aménagement du territoire,
l'urbanisme et les autres politiques
publiques (agriculture, énergie,
transport...)

63%



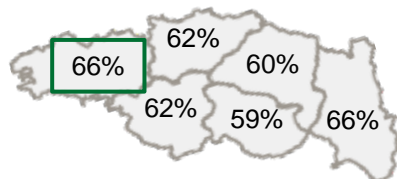
Poursuivre l'acquisition de données et
de connaissances sur l'eau, les rendre
accessibles, compréhensibles et
exploitables

49%



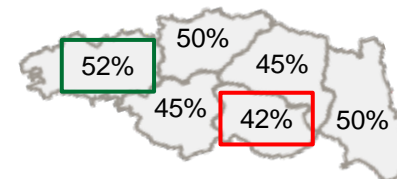
Poursuivre l'information et la
sensibilisation des habitants pour qu'ils
protègent l'eau

63%



Mobiliser et accompagner les acteurs
pour mettre en place des programmes
territoriaux d'amélioration de l'état des
eaux, déclinant la stratégie définie à
l'échelle du bassin Loire-Bretagne
(SDAGE)

47%





Établissement public du ministère chargé du développement durable

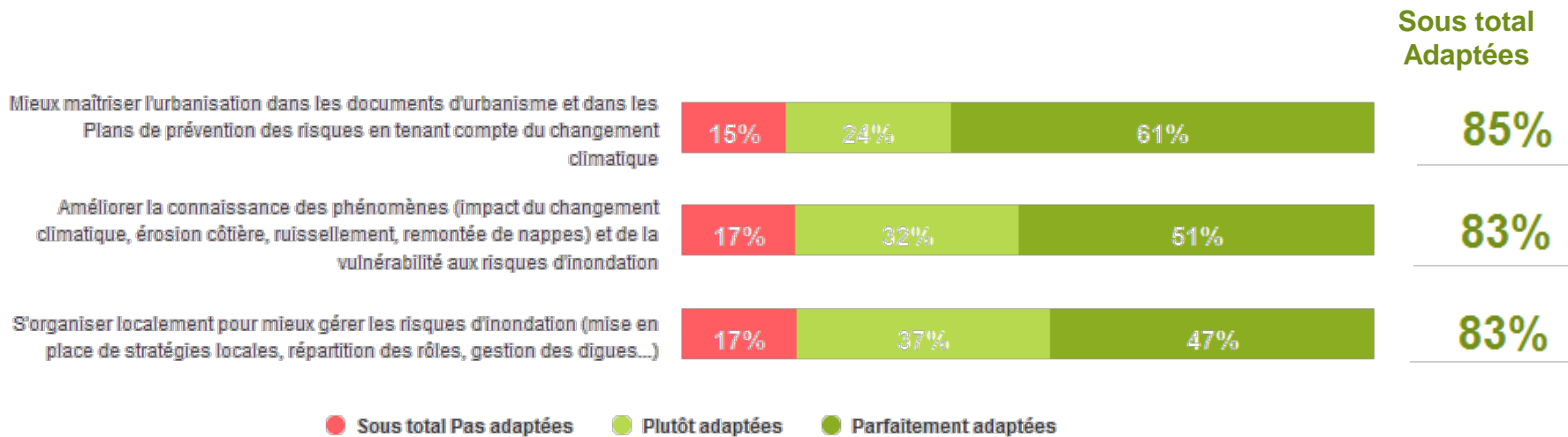
Consultation du public sur l'avenir de l'eau et des milieux aquatiques
Questions importantes et programme de travail pour le Sdage et le PGRI 2022-2027 (Bassin Loire-Bretagne)

RÉSULTATS DÉTAILLÉS

THEMATIQUE « INONDATIONS »

Pour accroître la sécurité des populations face aux **INONDATIONS**, réduire les coûts des dommages et accélérer le retour à la normale des territoires sinistrés

Une meilleure maîtrise de l'urbanisation dans les documents d'urbanisme et les plans de prévention des risques est la mesure la plus adaptée pour répondre aux enjeux relatifs aux inondations.



Pour accroître la sécurité des populations face aux **INONDATIONS**, réduire les coûts des dommages et accélérer le retour à la normale des territoires sinistrés - Résultats par sous cibles (1/2)

Pour la thématique « Gouvernance », les femmes et les 25-34 ans sont plus enthousiastes à l'égard des mesures relatives à la gouvernance de l'eau, à l'inverse des agriculteurs et des 50 ans et plus.

Données classées sur le pourcentage « Parfaitement adaptées »

% Parfaitement adaptées

Mieux maîtriser l'urbanisation dans les documents d'urbanisme et dans les plans de prévention des risques en tenant compte du changement climatique

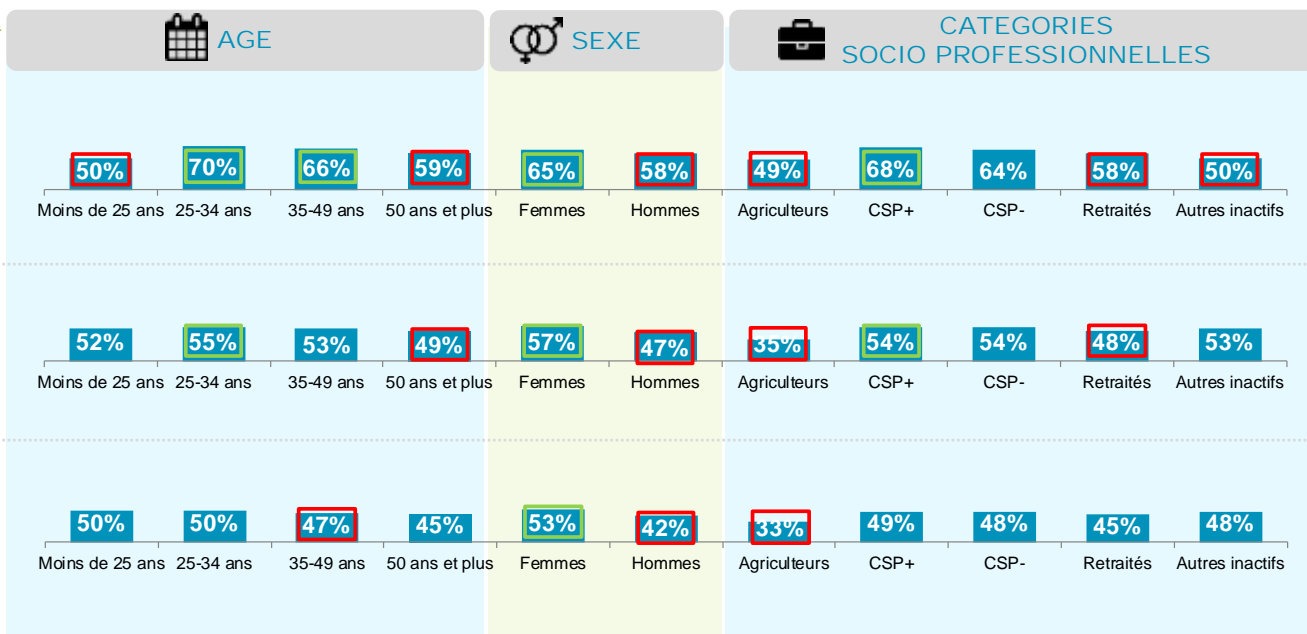
61%

Améliorer la connaissance des phénomènes (impact du changement climatique, érosion côtière, ruissellement, remontée de nappes) et de la vulnérabilité aux risques d'inondations

51%

S'organiser localement pour mieux gérer les risques d'inondations (mise en place de stratégies locales, répartition des rôles, gestion des digues...)

47%



Pour accroître la sécurité des populations face aux **INONDATIONS**, réduire les couts des dommages et accélérer le retour à la normale des territoires sinistrés - Résultats par sous cibles (2/2)

Les répondants du bassin Vienne et Creuse sont, contrairement aux personnes du sous bassin Allier-Loire amont, moins enthousiastes à mieux maîtriser l'urbanisation dans les documents d'urbanisme et dans les plans de prévention des risques

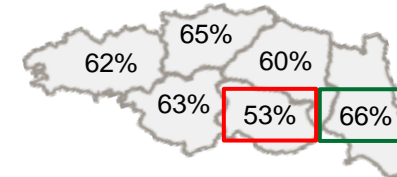
Données classées sur le pourcentage « Parfaitement adaptées »

%
Parfaitement
adaptées



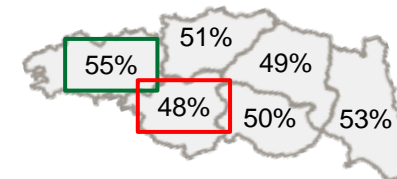
Mieux maîtriser l'urbanisation dans les documents d'urbanisme et dans les plans de prévention des risques en tenant compte du changement climatique

61%



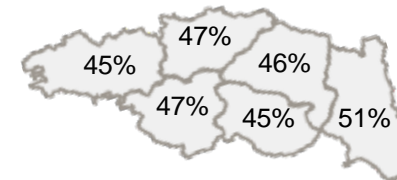
Améliorer la connaissance des phénomènes (impact du changement climatique, érosion côtière, ruissellement, remontée de nappes) et de la vulnérabilité aux risques d'inondations

51%



S'organiser localement pour mieux gérer les risques d'inondations (mise en place de stratégies locales, répartition des rôles, gestion des digues...)

47%



RÉSULTATS DÉTAILLÉS

ANALYSE DES AVIS LIBRES



Parmi les répondants au questionnaire : 1 sur 3 laisse un commentaire



Si on prend en compte les répondants à la cyberaction : 1 sur 2 laisse un commentaire

Suggestions pour compléter/commenter l'ensemble des propositions

1 répondant sur 3 laisse un commentaire.

3 idées fortes ressortent : la sensibilisation, l'interdiction/limitation des intrants/produits polluants agricoles et le principe du pollueur-payeur

Établissement public du ministère chargé du développement durable



Sensibiliser & communiquer auprès de la population	229	17%
Interdire ou limiter l'utilisation d'intrants agricoles ou de produits polluants agricoles	198	15%
Renforcer le principe de pollueur-payeur / Gros consommateur payeur	171	13%
Favoriser le développement de l'agriculture biologique ou raisonnée	108	8%
Interdire ou limiter l'utilisation de produits polluants (en général)	95	7%
Protéger/restaurer les milieux aquatiques : zones humides, têtes de bassins versants, rivières...	95	7%
Préserver/Créer des talus, fossés, haies, bocages...	94	7%
Favoriser l'usage d'eau non potable ou non utilisation d'eau pour les activités annexes (toilettes, jardinage...)	92	7%
Arrêter l'imperméabilisation, l'artificialisation des sols	92	7%
Développer la récupération et la réutilisation des eaux de pluie	90	7%
Développer des pratiques ou cultures moins gourmandes en eau	85	6%
Critiques sur le questionnaire (non neutre, orienté)	80	6%
Faire appliquer les lois et réglementations existantes/Ne pas permettre de dérogations	78	6%
Consacrer plus de moyens (financiers ou humains) à la gestion et à la préservation de l'eau	75	6%
Réduire la consommation d'eau	70	5%
Limiter l'urbanisation à outrance / Maitriser l'urbanisation	59	4%
Avoir une meilleure représentativité des acteurs dans la gestion de l'eau	55	4%
Entretenir les cours d'eau et les berges	54	4%
Ne répond pas à la question	50	4%
Améliorer ou renforcer les contrôles sur l'eau	47	3%
Assurer la distribution de l'eau par des agences publiques / Supprimer les enjeux commerciaux et les lobbies	46	3%
Créer des réserves d'eau	46	3%
Arrêter de créer ou supprimer les réserves d'eau ou les plans d'eau	46	3%
Encourager ou développer des pratiques agricoles respectueuses de l'eau	43	3%
Mettre en cohérence les différentes politiques publiques	42	3%
Arrêter de construire en zones inondables	39	3%
Améliorer le traitement des micropolluants (médicaments, substances dangereuses...) par les stations d'épuration	33	2%
Rendre aux cours d'eau leur dynamique naturelle (suppression des barrages ou des biefs)	33	2%
Veut de l'action (trop de discours pas assez d'actions mises en œuvre)	33	2%
Prendre en compte l'eau dans l'aménagement du territoire et l'urbanisme	32	2%
Éviter le gaspillage (meilleure gestion de la consommation)	30	2%
Ne pas supprimer les barrages (pour différentes raisons : garder l'eau l'été, maintenir le patrimoine bâti des moulins et l'hydroélectricité)	26	2%
Utiliser les capacités d'autoépuration de la nature (filtrage/ nettoyage naturel de l'eau par les plantes ou le sol)	22	2%

Suggestions pour compléter/commenter l'ensemble des propositions

Établissement public du ministère
chargé du développement durable



Sensibiliser & communiquer auprès de la population

17%

38% chez les moins de 25 ans

24% chez les femmes

26% chez les inactifs

« Réduire l'usage des pesticides n'est pas adapté. Etant donné la situation actuelle il est urgent maintenant de supprimer leur usage au plus vite. La Politique Agricole Commune doit prendre une autre orientation que celle du productivisme »

« La qualité des eaux est impactée fortement par l'utilisation des pesticides et autres substances chimiques. Il faut s'engager sur une élimination totale dans un terme raisonnable »

Renforcer le principe de pollueur-payeur / Gros consommateur payeur

13%

16% chez les 50 – 64 ans

Verbatim

« Sensibilisation nécessaire et indispensable de tous les publics (élus, habitants, professionnels, scolaires tous niveaux) »

« Faire des campagnes de sensibilisation sur la consommation d'eau quotidienne des ménages : l'eau est précieuse. Je vois encore beaucoup de personnes qui laisse le robinet ouvert sans utiliser l'eau »

Interdire ou limiter l'utilisation d'intrants agricoles ou de produits polluants agricoles

15%

18% chez les femmes

« Enfin respecter le principe fondateur de l'Agence: soit le principe pollueur/payeur ! »

« Que les plus gros utilisateurs et pollueurs, c'est à dire les agriculteurs intensifs paient leur juste part pour la dépollution. »

« il serait bon aussi que les cotisations des usagers domestiques diminuent aussi, c'est-à-dire mieux mieux transférer les charges sur les pollueurs : on est loin actuellement du principe pollueur-payeur. »

Suggestions pour compléter/commenter l'ensemble des propositions

1 répondant sur 2 laisse un commentaire.

Établissement public du ministère
chargé du développement durable



Interdire ou limiter l'utilisation d'intrants agricoles ou de produits polluants agricoles	2037	64%
Renforcer le principe de pollueur-payeur / Gros consommateur payeur	2010	63%
Favoriser le développement de l'agriculture biologique ou raisonnée	1947	61%
Protéger/restaurer les milieux aquatiques : zones humides, têtes de bassins versants, rivières...	1934	60%
Arrêter l'imperméabilisation, l'artificialisation des sols	1931	60%
Développer des pratiques ou cultures moins gourmandes en eau	1924	60%
Encourager ou développer des pratiques agricoles respectueuses de l'eau	1882	59%
Rénover les réseaux de canalisation pour éviter les fuites	1850	58%
Sensibiliser & communiquer auprès de la population	229	7%
Interdire ou limiter l'utilisation de produits polluants (en général)	95	3%
Préserver/Créer des talus, fossés, haies, bocages...	94	3%
Favoriser l'usage d'eau non potable ou non utilisation d'eau pour les activités annexes (toilettes, jardinage...)	92	3%
Développer la récupération et la réutilisation des eaux de pluie	90	3%
Critiques sur le questionnaire (non neutre, orienté)	80	2%
Faire appliquer les lois et réglementations existantes/Ne pas permettre de dérogations	78	2%
Consacrer plus de moyens (financiers ou humains) à la gestion et à la préservation de l'eau	75	2%
Réduire la consommation d'eau	70	2%
Limiter l'urbanisation à outrance / Maitriser l'urbanisation	59	2%
Avoir une meilleure représentativité des acteurs dans la gestion de l'eau	55	2%
Entretien des cours d'eau et les berges	54	2%
Ne répond pas à la question	50	2%
Améliorer ou renforcer les contrôles sur l'eau	47	1%
Assurer la distribution de l'eau par des agences publiques / Supprimer les enjeux commerciaux et les lobbies	46	1%
Créer des réserves d'eau	46	1%
Arrêter de créer ou supprimer les réserves d'eau ou les plans d'eau	46	1%
Mettre en cohérence les différentes politiques publiques	42	1%
Arrêter de construire en zones inondables	39	1%
Améliorer le traitement des micropolluants (médicaments, substances dangereuses...) par les stations d'épuration	33	1%
Rendre aux cours d'eau leur dynamique naturelle (suppression des barrages ou des biefs)	33	1%
Veut de l'action (trop de discours pas assez d'actions mises en œuvre)	33	1%
Prendre en compte l'eau dans l'aménagement du territoire et l'urbanisme	32	1%
Éviter le gaspillage (meilleure gestion de la consommation)	30	1%
Ne pas supprimer les barrages (pour différentes raisons : garder l'eau l'été, maintenir le patrimoine bâti des moulins et l'hydroélectricité)	26	1%
Utiliser les capacités d'autoépuration de la nature (filtrage/ nettoyage naturel de l'eau par les plantes ou le sol)	22	1%

Uniquement les codes cités au moins 20 fois – 3 202 réponses codées pour la consultation

Suggestions pour compléter/commenter l'ensemble des propositions

Verbatim

Établissement public du ministère
chargé du développement durable



Renforcer le principe de pollueur-payeur / Gros consommateur payeur	1 839	13%
Arrêter l'imperméabilisation, l'artificialisation des sols	1 839	13%
Rénover les réseaux de canalisation pour éviter les fuites	1 839	13%
Développer des pratiques ou cultures moins gourmandes en eau	1 839	13%
Interdire ou limiter l'utilisation d'intrants agricoles ou de produits polluants agricoles	1 839	13%
Encourager ou développer des pratiques agricoles respectueuses de l'eau	1 839	13%
Favoriser le développement de l'agriculture biologique ou raisonnée	1 839	13%
Protéger/restaurer les milieux aquatiques : zones humides, têtes de bassins versants, rivières...	1 839	13%

« Madame, Monsieur

La qualité (santé et biodiversité) nécessite de réduire massivement les nitrates et les pesticides et de développer la bio.

La quantité (urgence climatique) nécessite de renaturer, perméabiliser les sols, réduire les cultures consommatrices d'eau et développer les cultures économes en eau, abandonner l'importation de soja et lutter contre les pertes en réseau

La gouvernance (équité) nécessite l'application stricte du principe pollueur-payeur et une tarification sociale et progressive de l'eau

*Ce courriel a été transmis à partir du site www.cyberacteurs.org
les commentaires des cyberactions accueilleront vos réponses »*

Synthèse finale

Les points positifs



Les thématiques **Qualité** et **Milieus aquatiques** sont celles mettant en avant des pistes d'actions les plus adaptées pour la plupart des répondants à la consultation. La *réduction de l'usage et des transferts de pesticides et des fertilisants en encourageant les changements de pratiques de tous* est la proposition qui fédère le plus l'ensemble des répondants.

Les répondants de **50 ans et moins**, les **femmes** et les **CSP +** ont des avis plus favorables.

Le sous-bassins globalement le plus en adéquation avec les pistes d'actions est **Vilaine et côtiers bretons**. On retrouve également les répondants des grandes communes avec **plus de 100 000 habitants**.

Il faut mesurer ces retours positifs qui peuvent être biaisés par les formulations proposées pour certaines questions. Les répondants mettent d'ailleurs en avant dans leurs commentaires le caractère non neutre et orienté de cette consultation.

Synthèse finale

Les points négatifs



Les pistes d'actions les moins appropriées concernent quant à elles la thématique **Quantité**. L'idée de *stocker l'eau disponible en hiver pour l'utiliser à d'autres saisons* n'est pas adaptée pour 30% des interrogés. Il s'agit du point le moins critique. Il en est de même dans une moindre mesure pour *l'anticipation des effets du changement climatique sur l'eau et les rivières* et le fait *d'aménager différemment le territoire pour limiter les ruissellements pouvant provoquer des inondations*.

Dans l'ensemble, les moins enthousiastes sont les **hommes**, les **agriculteurs** ainsi que les **plus de 50 ans** (et donc les **retraités**).

Les répondants qui ont connu la consultation via le **salon de la pêche** ont également des avis plus critiques.

Les sous-bassins les moins en adéquation avec les pistes d'actions sont **Vienne et Creuse** ainsi que **Loire aval et côtiers vendéens**.

Synthèse finale

Établissement public du ministère
chargé du développement durable

En complément des pistes d'actions proposées, les répondants ont mis en avant certaines idées qui leur semblent urgent d'appliquer :

-sensibiliser et communiquer auprès de la population

-interdire ou limiter l'utilisation d'intrants agricoles ou de produits polluants agricoles

-renforcer le principe de pollueur-payeur / Gros consommateur payeur pour terminer.

Certains profils de répondants comme les femmes et les jeunes de moins de 25 ans mettent davantage en avant l'importance de sensibiliser et de communiquer auprès de la population tandis que les 50-64 ans sont eux plus sensibles à l'application du principe de pollueur/consommateur payeur.

